

# Le grand gâchis culturel

Le recueil d'extraits

François de Mazières  
en collaboration avec  
Olivier Le Naire

**AMIS DE LA CULTURE,  
RÉVEILLENZ-VOUS !**

# Le grand gâchis culturel

Le recueil d'extraits

François de Mazières

Olivier le Naire

Extraits du livre « Le Grand Gâchis Culturel » de François de  
Mazières et Olivier Le Naire. [le-grand-gachis-culturel.com](http://le-grand-gachis-culturel.com)

Publication avec l'aimable autorisation des Editions Albin Michel.

© 2017 Copyright Albin Michel

Toute reproduction interdite

# Table des matières

---

<b>A NOS LECTEURS</b>	<b>6</b>
<b>Préambule</b>	<b>10</b>
<b>Notre culture en danger</b>	<b>12</b>
<b>Retrouver une vision au sommet de l'Etat</b>	<b>13</b>
<b>Défendre notre exception culturelle</b>	<b>15</b>
<b>Redonner de l'air aux collectivités locales</b>	<b>17</b>
<b>Démocratiser et éduquer</b>	<b>19</b>
<b>Préserver la liberté de création et l'intermittence</b>	<b>21</b>
<b>Sauver notre patrimoine</b>	<b>22</b>
<b>Défendre la beauté des villes et le développement durable</b>	<b>24</b>
<b>Relancer le partenariat public-privé</b>	<b>27</b>
<b>Redéfinir le rôle de l'audiovisuel public</b>	<b>29</b>
<b>Conclusion et propositions</b>	<b>31</b>
<b>Newsletter</b>	<b>34</b>
<b>Partager cet ebook</b>	<b>35</b>
<b>Réseaux sociaux</b>	<b>36</b>
<b>Lire le grand gâchis culturel</b>	<b>37</b>
<b>Les auteurs</b>	<b>38</b>

## A NOS LECTEURS

Si vous avez pu récupérer gratuitement ce recueil d'extraits de notre livre paru le 23 février 2017 aux éditions Albin Michel sur le site [le-grand-gachis-culturel.com](http://le-grand-gachis-culturel.com), c'est parce que cet ouvrage est un peu atypique. Il ne s'agit pas en effet d'un énième livre de circonstance avant les élections. Il ne s'agit pas non plus d'un programme politique pour prendre date, mais bien d'un livre de combat. Celui pour la culture, qui n'est plus, hélas, une priorité pour nos élus de droite comme de gauche depuis près d'un quart de siècle.

Les élections présidentielles sont, dans ce pays et le régime qui est le nôtre, un temps privilégié pour la réflexion autour des grands débats nationaux à mener, des grandes perspectives à envisager, des grands sujets du moment à discuter. Or aujourd'hui, chacun sent monter de partout en France une très forte inquiétude. Une inquiétude qui touche principalement à l'économie, au terrorisme, à l'insécurité du monde

qui se dessine en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Mais derrière ces thématiques se profile toujours la question lancinante des valeurs qui nous guident. Et c'est là que la culture revient toujours au premier plan.

Après les attentats de Charlie Hebdo ou du 13 novembre 2015, tous les citoyens de ce pays se sont interrogés sur ces valeurs, sur ce qui fait l'identité française, sur la question de l'intégration. Et par-delà leurs appartenances politiques, la plupart des Français se sont rejoints pour constater que cette violence provenait en grande partie de la faillite de notre modèle éducatif et culturel.

Ce livre est donc un cri d'alarme pour rappeler aux Français, à leurs élus et bien sûr à leur président que sans véritable ambition culturelle, toute entreprise de réforme de la société française et de lutte contre la violence, y compris terroriste, est vaine. Certes la plupart des candidats à l'élection présidentielle ont sagement coché la case culture dans leur programme. Mais alors que ce pays ne sait plus vraiment d'où il vient, qui il est ni où il va, alors qu'il s'interroge sur son identité, il n'aura surtout été question dans cette campagne que de frontières, d'invectives, d'exclusion, d'assistants parlementaires. Que les candidats cessent de nous imposer les thèmes de campagne qui les arrangent ! Qu'ils arrêtent de nous confisquer le vrai débat de fond, quand nous avons déjà trop perdu de temps.

Ce livre est aussi le combat d'un journaliste de gauche et d'un élu de droite qui, en ayant assez des vieux clivages, ont compris, à travers leurs métiers, leurs parcours personnels et leurs engagements, que la culture n'appartient à personne, à aucun camp, aucun parti. Elle est à celles et ceux qui s'en emparent et qui, partout en France, trouvent la joie et le sel de leur vie dans les concerts, les rencontres, les lectures,

les festivals, les activités artistiques auxquelles ils participent. Celles et ceux qui pensent que la culture est notre bien commun, notre héritage, notre première richesse. Et qui estiment que nous avons le devoir collectif de chercher à la sauver lorsqu'elle est menacée.

Malgré son titre, - Le grand gâchis culturel –, notre livre est d'abord un appel à lutter contre la résignation et le pessimisme, comme l'indique d'ailleurs son sous-titre : « Amis de la culture, réveillons-nous ! » Il recense les formidables atouts de ce pays qui s'est construit depuis la Renaissance par et pour la culture. Il raconte les incroyables initiatives qui, partout en France, prouvent que ce tissu est toujours vivant, l'envie intacte. Et explique à quelles conditions nous pourrions reconstruire notre identité, retrouver un idéal et renouer pleinement avec cet art de vivre que le monde nous envie encore aujourd'hui.

Qui aime la culture nous suive, et fasse passer le message !

**François de Mazières et Olivier Le Naire**

## Préambule

(...) Alors qu'en ces temps troublés, il serait vital de revenir aux fondamentaux, de chercher à comprendre sur quel nouveau pacte républicain, sur quel contrat culturel et social nous réinventer, je n'entends parler que de murs, d'exclusion, d'oukases. Et je constate que ce délitement progressif du débat public, cette crise d'identité et de société qui nous minent, sont apparus au moment même où la culture a cessé – pour la première fois dans l'histoire de ce pays depuis François Ier – d'être considérée comme une priorité au plus haut sommet de l'État. Est-ce vraiment un hasard ?

(...) Ce livre paraît à la veille d'une échéance électorale majeure pour une bonne et simple raison : aider chaque citoyen de ce pays à mieux comprendre en quoi les enjeux culturels que j'évoque ici seront décisifs dans la réussite ou l'échec du prochain quinquennat. En tant qu'électeur – et quelle que soit sa couleur politique –, chacun d'entre nous a le droit d'exiger que ce débat-là ne lui soit pas confisqué.

Mon but n'est pas de jouer les justiciers ou les chevaliers blancs, mais de partager l'expérience d'une vie (bien) servie par la culture. Et au service de la culture. En jouant, enfant, des petites pièces, d'abord sur les places de villages puis en conservatoire, j'ai mesuré à quel point la scène peut aider à surmonter ses difficultés, à dépasser sa timidité, à s'améliorer, voire à se surpasser. En lançant à Versailles le Mois Molière – devenu l'un des plus importants festivals de théâtre d'Île-de-France –, j'ai découvert que la culture est le meilleur moyen de fédérer les énergies, de développer la curiosité, l'art de vivre ensemble et de lutter contre les inégalités. En y fréquentant des artistes, des comédiens, des musiciens, des plasticiens, des techniciens, j'ai aussi compris que les intermittents sont la sève de la création. Ceux qui, avec les associations de bénévoles passionnés, font vivre partout en France les festivals, les fêtes de la Musique ou les Journées du patrimoine, les lectures publiques, les expositions. Ceux

qui sauvent la démocratisation culturelle. J'ai lu dans les yeux de tant de gens cette fierté collective lorsqu'on mise sur la beauté des villes, des villages, des paysages, ou que l'on investit dans la préservation de notre patrimoine et de notre environnement ! Mais j'ai également pu mesurer – à Matignon comme à la tête de la Cité de l'architecture et du patrimoine – combien la défense de la culture, même au plus haut niveau de l'État, reste un combat de chaque jour. Une bataille qui ne peut se gagner sans un engagement fort des citoyens, et en particulier du premier d'entre eux : le président de la République. Voilà pourquoi j'écris ce livre. Afin de rappeler quelques grands principes qui ont longtemps fait la force de ce pays, et que nous sommes en train de saborder.

(...) Cessons donc de faire croire que la culture est un luxe, qu'elle coûte de l'argent au lieu d'en rapporter et qu'elle serait le fruit du passé plutôt que de l'avenir. Face à l'omniprésence d'une culture tiède, unique et mondialisée, face au poids des géants du numérique qui menacent notre économie, nos emplois et nos particularités, face à un monde où le profit l'emporte sur toute autre considération, nous ne pouvons plus rester immobiles. La France a la chance de conserver une vie artistique foisonnante, un héritage culturel et patrimonial exceptionnel, pour lesquels elle est encore reconnue dans le monde entier. Ces richesses-là, il ne tient qu'à nous de les faire fructifier au lieu de les brader. Elles doivent redevenir notre repère, notre boussole, non pour nous replier sur nous-mêmes et sur notre passé, mais au contraire pour aller de l'avant et affronter l'avenir en sachant qui nous sommes, où nous voulons aller. À ce carrefour crucial, notre prochain président n'aura plus le temps ni le droit d'hésiter. Et encore moins de se tromper.

# Chapitre I

## Notre culture en danger

(...) La gauche n'a plus le monopole de la culture. Ses défenseurs sont aussi bien de droite que de gauche, et d'ailleurs, ils se retrouvent souvent sur les mêmes propositions. Au fond, ce n'est pas la couleur politique qui permet de distinguer la qualité de l'offre, mais bien la détermination des responsables. (...) Voyez par exemple le combat du maire socialiste de Figeac, Martin Malvy. Alors que le patrimoine est censé être une cause de la droite, il a misé sur le très riche bâti de sa ville et lancé le chantier du beau musée Champollion, dédié aux écritures, pour faire renaître sa petite sous-préfecture du Lot. On pourrait en dire autant de Dominique Perben qui, comme moi d'ailleurs à Versailles, a parié sur les artistes et la création pour lancer dans sa ville de Chalon-sur-Saône un festival des arts de la rue qui rencontre un vrai succès. Sur le papier, on n'aurait pas attendu cela d'un maire réputé conservateur. Je note d'ailleurs que la gauche a plus souvent tendance à défendre une culture institutionnelle et parisienne – celle du in – quand la droite, sur le terrain, serait plutôt du côté du off, ce qui est par exemple le cas du Mois Molière que j'ai créé à Versailles. Les grands défis culturels d'aujourd'hui ne sont donc définitivement plus de droite ou de gauche. Et désormais la culture appartient à tous, surtout après le dramatique bilan du quinquennat Hollande. Si, en 2017, un président issu des rangs de la droite est élu, qu'il se montre à la hauteur des enjeux et nomme un ministre légitime, cette droite, oui, aura son mot à dire et un message à apporter. Il ne tient qu'à elle, une fois au pouvoir, de retrouver ce souffle, cette ambition qui existait à l'époque des deux tandems phare de la politique culturelle sous la Ve République : de Gaulle et Malraux à droite, puis Mitterrand et Lang à gauche. Ces visionnaires-là nous font aujourd'hui cruellement défaut.

## Chapitre II

### Retrouver une vision au sommet de l'Etat

Vous parlez de revenir aux fondamentaux et de retrouver l'ambition culturelle des années de Gaulle ou Mitterrand, mais à quoi tenait donc cet « âge d'or » ?

Avant tout à la personnalité d'hommes remarquables, passionnés, sincères, et à la cohérence de leur action. Affirmer cela n'a rien de nostalgique. Nos temps sont ce qu'ils sont avec leurs avantages, leurs inconvénients, et il faut toujours faire avec la donne qui est la nôtre. Mais pour réfléchir à la manière d'envisager l'avenir, il est parfois utile de jeter un coup d'œil dans le rétro. De Gaulle, par exemple, a un très gros atout qui n'est pas donné à tout le monde : il est écrivain. Il a un vrai talent, et lorsqu'il revient au pouvoir, en 1958, il a conscience que dans la construction de son personnage historique, l'écriture sera essentielle. Pour lui comme pour Malraux, l'élément de pérennité de la nature humaine – mais aussi des nations –, c'est la culture. À cette époque, tout comme aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup d'argent dans les caisses, mais ce ministre-écrivain est un visionnaire et un penseur, comme le montrent ses écrits. Avant même l'avènement d'Internet, il voit venir les dangers de l'appropriation de la culture par les groupes très puissants des médias audiovisuels qui répondent à des logiques économiques plutôt qu'à des critères de qualité. Malraux sait aussi s'entourer de très grands directeurs, comme Pierre Moinot ou Marcel Landowski. Il réorganise la musique, encourage le théâtre, et avec son sens aigu de l'esthétique, fait émerger des artistes ou commande à Chagall la peinture de la voûte de l'Opéra Garnier de Paris. Malraux incarne tellement la culture aux yeux des créateurs français que s'engage un véritable dialogue avec eux, qui va tirer toute la politique nationale. Il incite aussi de Gaulle à recevoir les délégations étrangères à Versailles où il fait réaménager le Trianon-sous-Bois pour rappeler

une continuité de l'histoire de France. Et chaque fois qu'un chef d'État étranger se rend en visite officielle à Paris, le ministre l'emmène à la Comédie-Française. De Gaulle, comme lui, a la conscience aiguë que l'une des marques de l'identité française, c'est son incroyable richesse culturelle. Ensemble, ils en font un fer de lance, un instrument de leur politique intérieure et extérieure.

*A partir de 1981, le tandem Mitterrand-Lang reste dans la même logique, mais fonctionne-t il de la même manière ?*

Non. Mitterrand a comme de Gaulle la volonté d'entrer dans l'histoire, mais contrairement au Général, qui voulait rester dans les mémoires à travers ses propres écrits, Mitterrand, lui, mise sur sa politique culturelle et ses grands travaux. Et là, on est vraiment dans l'esprit de Louis XIV. Comme le Roi-Soleil, ce président socialiste aime côtoyer les artistes, parler avec les architectes, rendre visite aux écrivains. Comme Napoléon III avec Haussmann, il a sa vision de l'architecture et dialogue avec les créateurs pour obtenir exactement ce qu'il souhaite. Notre politique culturelle a toujours oscillé entre deux traditions contraires. La première, que l'on pourrait qualifier de « royale », consiste à utiliser l'art comme un instrument de glorification du pouvoir.

La seconde, issue de la Révolution française, porte une attention particulière à l'élévation du niveau culturel du peuple et consacre l'essentiel de son effort à la dimension éducative. Les années 1980 sont exceptionnelles car l'État réalise à cette époque l'impossible grand écart entre la culture d'inspiration royale voulue par François Mitterrand et la culture à vocation démocratique défendue par Jack Lang. Il est vrai que, comme Malraux, Lang a eu ce luxe absolu : le temps. Cette donnée est une des clés de leur succès, puisque tous deux resteront dix ans rue de Valois. Une véritable politique culturelle se construit avec des ministres compétents, légitimes, sincèrement amoureux de la culture, en phase avec les créateurs, mais s'établit d'abord dans la durée.

## Chapitre III

### Défendre notre exception culturelle

(...) L'exception culturelle repose sur la conviction que la culture n'est pas une «marchandise» comme les autres, elle est le fondement de notre société et de nos valeurs. D'où la lourde responsabilité qui nous incombe. Et qui incombe surtout au prochain président qui devra prendre la tête de la résistance au libéralisme débridé. À l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, l'État doit continuer à jouer ce rôle d'inspirateur, d'animateur, de régulateur. (...) A Bruxelles, avec le Brexit, Paris peut retrouver une audience plus grande au sein de la Commission, notamment pour créer enfin ces fameux champions numériques culturels qui pourraient s'inspirer des exemples de Deezer ou de Dailymotion. La meilleure défense, c'est l'attaque, reprendre l'initiative et s'adapter sans œillères à un monde qui bouge très vite.

(...) Nous vivons des changements radicaux dont on commence seulement à prendre vraiment conscience. Aujourd'hui, l'accès à la culture est démultiplié via Internet. Avant il fallait pousser la culture, à présent elle est tirée par les nouveaux médias, et cette culture s'est mondialisée. Désormais les gens prennent ce qu'ils souhaitent dans un univers très diversifié. Il faut donc penser les choses autrement. Surtout quand tout est présenté comme culturel. Aujourd'hui, la tendance du ministère est de promouvoir un contenu pas forcément très créatif mais qui plaît.

Bref, au lieu de détecter des talents, d'inspirer le mouvement, on le suit. Mais se contenter de cela équivaut à une reddition. Avec Internet, le monde vit une révolution culturelle de même nature que l'invention de l'imprimerie, mais dont le degré de diffusion est infiniment plus rapide. Comment faire du numérique un outil au service de la culture, et réciproquement, tout en limitant le danger que ces nouvelles technologies peuvent représenter pour notre langue, pour le droit

d'auteur ou pour la création ? La grande différence entre la révolution de l'imprimerie et celle du numérique, c'est que l'imprimerie a permis de faire éclore la diversité des opinions et de sortir du quasi-monopole de l'Église sur la connaissance. Tout cela a logiquement abouti au siècle des Lumières, alors qu'Internet, donnant l'illusion de la diversité, concentre la diffusion de la culture dans les mains des grands géants américains nommés GAFAM (pour désigner Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Forts de notre tradition d'innovation culturelle, nous devons nous saisir à bras-le-corps de ce défi pour le transformer en opportunité et accélérer la création d'un modèle numérique à la française. Ce serait un formidable outil d'invention culturelle et de diffusion des arts, un instrument pour défendre notre langue, notre rayonnement et notre exception culturelle. Le chantier est immense.

## Chapitre IV

### Redonner de l'air aux collectivités locales

(...) Les outils les plus efficaces de la démocratisation culturelle – en dehors de l'Éducation nationale – se situent bel et bien au niveau des communes. Depuis le XIXe siècle, ce sont elles qui ont investi dans les bibliothèques, les salles de spectacle, la formation musicale, la formation aux arts plastiques, les musées locaux, les associations. Et c'est au niveau local, grâce à tout ce tissu patiemment élaboré, que se forme le goût pour la culture des jeunes publics. Cet enjeu-là mérite que l'on se donne les moyens d'aider ceux qui se trouvent en première ligne : les maires, afin qu'ils puissent reprendre l'initiative pour recréer du lien social, de l'ambition et lutter contre la sinistrose. C'est vrai, la crise est partout, mais est-ce normal que les grands établissements publics culturels fassent, à coups de centaines de milliers d'euros, la promotion de stars de l'art contemporain déjà surmédiatisées – je pense par exemple à Jeff Koons à Beaubourg ou au château de Versailles –, quand les vrais enjeux sont ailleurs ? On touche là à l'un des défauts majeurs de notre politique culturelle : le parisianisme, pour ne pas dire le snobisme, qui amène à consacrer ce qui est déjà consacré et à soutenir ce qui a le moins besoin d'être soutenu.

On s'éloigne là de la prise de risque et de l'ambition démocratique qui font vivre la culture. L'État revient à ses vieux travers. Il se sent comme le seul propriétaire, le seul dépositaire des biens et de la politique culturels. On retrouve d'ailleurs ce sentiment de toute-puissance en ce qui concerne la préservation du patrimoine, quand l'État ne respecte même plus pour lui-même les règles qu'il impose aux autres.

(...) Marciac est la référence absolue en matière d'initiative culturelle locale. Cette petite commune du Gers a lancé voilà près de quarante ans, sans quasiment aucun moyen, un festival de jazz qui est devenu l'un des plus importants du monde et qui attire les plus grandes stars

internationales. Aurait-il toujours sa chance aujourd'hui ? Pas sûr ! La magie avec Marciac – et cela doit nous inspirer –, c'est que cet énorme événement continue de reposer sur le bénévolat et une culture du off, avec des master class, des événements festifs, des concerts de rue gratuits. Cela en créant une scène de in, avec ses vedettes, sa créativité et ses très gros budgets. Un peu sur le modèle d'Avignon, le in est devenu une référence tandis que le off permet à de nombreux artistes de se faire connaître et au public d'assister à des concerts gratuits. Ce pari fou prouve une fois de plus qu'il faut faire confiance aux dynamismes locaux et miser sur le bénévolat. Comme au Puy du Fou, en Vendée, ou au théâtre du Peuple de Bussang, dans les Vosges, qui existe depuis plus d'un siècle, le succès fonctionne d'abord sur l'enthousiasme et l'envie de créer quelque chose ensemble.

## Chapitre V

### Démocratiser et éduquer

(...) L'action culturelle est-elle aussi, selon vous, un acte de politique sociale ?

Oui, et c'est pourquoi il faut mobiliser en sa faveur les financements sociaux, puisque les deux vont de pair. Vous ne pouvez pas défendre une vraie vision sans cette dimension-là. Mettre en commun – autant que possible et quand cela se justifie – les moyens, les lieux, les ressources des politiques sociales et culturelles me semble donc une piste majeure pour donner à tous accès à une culture populaire de qualité. Autant dire pour lutter contre la violence, les inégalités, les ghettos, le mal de vivre. À Versailles, par exemple, nous avons créé huit maisons de quartier, toutes reconnues par la Caisse nationale d'allocations familiales. Ce sont les têtes de pont de la vie culturelle locale, notamment dans les zones les plus défavorisées. Et lorsque Les Républicains, parti auquel je suis apparenté à l'Assemblée nationale, expliquent dans leur programme qu'ils ne veulent pas « de la culture gratuite, car la culture de la gratuité dévalorise l'acte de création », eh bien je ne suis pas d'accord. Surtout lorsqu'ils ajoutent que « la culture n'est pas non plus un acte de politique sociale ». Je ne suis pas favorable à une gratuité systématique, bien sûr, mais oui on peut, à certaines conditions, à la fois préserver les revenus des créateurs et permettre un accès en partie gratuit à la culture.

(...) La source principale des inégalités est à mon avis liée aux difficultés d'accès à la culture. Comment voulez-vous vous intégrer à un système ou à un pays, avoir une chance de vous y construire un avenir, si vous ne parlez pas et si vous n'écrivez pas correctement sa langue ? Comment voulez-vous créer de l'espoir si, d'avance, les enfants des cités savent qu'ils n'auront pas accès aux filières d'excellence éducatives ou culturelles parce qu'ils n'ont pas eu

l'opportunité de développer, dans les cités, leurs passions et leurs talents dès le plus jeune âge ? Une politique culturelle digne de ce nom ne doit négliger personne, mais il est évident qu'il faut viser en priorité les jeunes et les quartiers difficiles, car c'est là que tout se joue, en particulier à la fin du primaire.

(...) On n'a pas le droit, au nom d'une conception dévoyée de la démocratisation, de massacrer les filières d'excellence. Ce à quoi, hélas, nous assistons aujourd'hui avec la baisse scandaleuse des budgets dédiés aux conservatoires. Ne nous leurrions pas : en période de disette budgétaire, les responsables ont tendance à privilégier non la qualité ou le fond, mais des manifestations sans réelle valeur ajoutée.

(...) Aujourd'hui, on est obligé de procéder dans de nombreuses villes – et notamment à Paris – à des tirages au sort pour savoir qui aura la chance de pouvoir entrer dans certains conservatoires. Quel scandale ! À Paris toujours, on sacrifie les heures de formation individuelle, on ferme des théâtres d'arrondissement pour faire toujours et toujours plus de com. Derrière la façade d'ouverture à la diversité, c'est en fait l'abandon d'une véritable ambition démocratique qui se profile. Et cela souvent pour des calculs de basse politique. On ne peut faire de la culture un business et viser uniquement la rentabilité financière à court terme. Le danger est de vouloir transposer à tous les mouvements de la culture l'esprit de la fête de la Musique. Cette fête est une formidable initiative mais cela ne veut pas dire qu'au nom de ce succès populaire, il faudrait par exemple fermer tous les conservatoires musicaux. Les deux doivent pouvoir coexister.

## Chapitre VI

# Préserver la liberté de création et l'intermittence

(...) L'intermittence est la garantie de la liberté de création et l'un des piliers de la pérennité de notre richesse et de notre diversité culturelles. Sans elle, c'est toute une tradition française qui s'écroulerait, et l'on aboutirait à renforcer une culture d'État dont je me méfie énormément. En outre, sans ce régime, la majeure partie de nos festivals qui font la richesse des villes, des départements, des régions, serait mise en danger. Par exemple, les troupes de théâtre que Versailles accueille en résidence et qui ne perçoivent pas de subventions publiques ne pourraient subsister sans l'intermittence. Et pourtant elles font vivre, à elles toutes, des dizaines de personnes. Prenez aussi, toujours à Versailles, le Centre de musique baroque, un de nos domaines d'excellence porté par quelques chercheurs, et qui doit son succès à l'émergence régulière d'ensembles animés d'une foi inébranlable. Eh bien il suffit de parler un peu avec leurs musiciens pour comprendre que cette folie féconde de passionnés ne pourrait exister sans l'amortisseur de l'intermittence.

(...) À moins de renier notre histoire et tout ce que nous sommes, on ne peut pas, je l'ai déjà dit, considérer la culture d'un point de vue purement économique ou financier. Bien sûr, il est possible d'améliorer le fonctionnement de l'intermittence et de lutter contre ses dérives financières, mais je suis absolument certain que mettre à bas ce système serait une faute majeure, surtout quand son modèle s'inspire principalement d'une vision libérale du monde et de la culture. La tendance actuelle est à tout labelliser, conserver, muséifier.

## Chapitre VII

### Sauver notre patrimoine

(...) Le patrimoine est un domaine fondamental en termes démocratiques car il appartient à tous, il est visible de l'extérieur et participe à la richesse économique, touristique, culturelle mais aussi morale de la France. Témoin de notre histoire, il participe également à la construction de notre identité nationale, sujet sensible aujourd'hui. Rien d'étonnant, donc, à ce que les Français, dans une période où la tentation du repli sur soi est forte, se tournent vers les témoignages de la splendeur de leur pays. Nous le vivons, nous, les maires, de façon évidente : nos électeurs sont toujours ravis que l'on préserve un bâtiment, un site historique. Les Journées du patrimoine connaissent d'ailleurs un succès qui ne se dément pas depuis trente ans. Quelle autre manifestation, en dehors de la fête de la Musique, attire 12 millions de Français ? Aucune ! Nous pouvons être fiers qu'elle soit née en France.

(...) En période de vaches maigres, la tentation est forte de laisser en déshérence nos lieux de mémoire, nos châteaux, nos églises. Voire de les louer ou de les vendre au plus offrant, comme cela a été le cas avec l'hôtel de la Marine, situé place de la Concorde, à Paris, et sauvé in extremis. (...) Pourquoi ce domaine capital est-il toujours le premier touché par les restrictions budgétaires ? Parce que le monde du patrimoine, à la différence du milieu du spectacle, n'est pas organisé politiquement et ne manifeste pas dans la rue. Un ministre a donc toujours intérêt, s'il ne veut pas d'ennuis, à négocier une augmentation de crédits de fonctionnement pour le spectacle vivant contre une baisse des crédits du patrimoine. Tout cela n'est pas raisonnable car dans ce domaine, les travaux n'attendent pas. Si vous ne réparez pas un toit à temps, il vous en coûtera beaucoup plus cher quelques années plus tard. Ces fluctuations de la commande publique sont également très préjudiciables à un secteur constitué de petites entreprises

artisanales. Lorsqu'elles se retrouvent en faillite, ce sont des savoir-faire, des métiers qui se perdent. Il est donc nécessaire que le nouveau président prenne un engagement.

(...) Je propose depuis longtemps qu'une partie des bénéfices de ce que l'on appelle les jeux de hasard soit affectée à la défense du patrimoine, comme c'était déjà le cas en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en Espagne. Alors pourquoi pas la France, terre de culture par excellence ? Il n'y a en effet pas de raison objective à ce que seul le secteur des sports bénéficie d'un tel dispositif.

## Chapitre VIII

# Défendre la beauté des villes et le développement durable

(...) En France, les grands ministres de la Culture étaient des esthètes avant d'être des techniciens. Le beau est lié à la notion d'harmonie, elle-même pouvant être employée aussi bien dans un sens esthétique que dans un sens social, et tout responsable politique souhaite contribuer à l'harmonie au sein de la collectivité qui est sienne, car vivre dans l'harmonie rend heureux et pacifie les rapports humains. Cela pourra sembler vieillot à certains, mais je suis intimement persuadé qu'un élu doit aussi mener ce combat-là. On a beaucoup dit que ces valeurs sont subjectives, mais dans la construction de la ville, les fautes de goût sont parfois tellement évidentes

! Et si l'on veut à tout prix éviter le mot beauté, alors empruntons à François Grether, Grand Prix de l'urbanisme 2012, cette formule que je reprends volontiers à mon compte en tant que maire : « Il faut lutter contre la banalisation des villes. » Banalisation : voilà le terme. On voit bien que, sous l'effet de la loi du marché, nos ensembles urbains et nos campagnes sont de plus en plus envahis par des constructions stéréotypées, sans attrait, sans cohérence. Le goût pour les arts commence par ce que l'on observe au quotidien, et en matière culturelle, l'approche par la ville me semble fondamentale, puisque le premier contact que l'on a avec la notion de beauté ou de laideur, c'est le paysage urbain. A fortiori lorsque nous sommes de plus en plus nombreux à vivre en ville. J'étends cette notion de beauté à la défense du patrimoine dans les zones rurales, à la préservation des villages, des campagnes. Et j'étends la notion de laideur aux lotissements standardisés, aux zones commerciales hideuses et mal pensées construites n'importe où et n'importe comment. Curieusement, le récent ouvrage de Jack Lang intitulé Ouvrons les yeux, qui traite justement de cette question – la beauté de la ville –, est passé inaperçu. Il attaquait en particulier le massacre des entrées de villes. Ce sont ces

erreurs, ce laisser-faire et ce laisser-aller qui font perdre leur identité et de leur attractivité à nos lieux de vie, et qui déshumanisent nos existences. J'ajoute qu'il faut protéger la profession d'architecte, car elle est en difficulté au moment même où – quel paradoxe ! – la société porte un intérêt croissant à l'architecture. Il revient aux élus de faire de la résistance et de mener ce combat esthétique.

(...) Voilà encore vingt ans, nous avons une ambition culturelle partagée entre tous les Français et tous les départements. Or nous sentons bien qu'aujourd'hui, du fait de la crise du patrimoine, ce que l'on appelle la culture traditionnelle est en danger. Tout le monde s'écharpe sur le Grand Paris sans que personne ne s'interroge sur ce qui se passe dans le reste du pays. Et là encore, ce sont notre histoire, notre culture, notre lien social que l'on met en péril. Finalement les capitales de région n'ont pu compter que sur elles-mêmes pour réaliser leur grand Bordeaux, leur grand Lille, leur grand Lyon.

Pourquoi pas, me direz-vous, puisque je suis partisan de laisser fleurir les initiatives locales. Seulement il manque à cet élan une approche globale sans laquelle nous risquons de déboucher sur un éclatement du pays, sur le règne du chacun pour soi et de la loi du plus fort. Ce n'est pas l'idée que je me fais de la France. La diffusion de la culture sur l'ensemble du territoire est un impératif démocratique.

(...) En ce qui concerne l'urbanisme durable, j'ai eu la chance d'être nommé en 2004 à la tête de la Cité de l'architecture et du patrimoine. (...) Et je sens bien qu'est en train d'émerger un sujet majeur : celui de l'architecture durable et de la ville écologique. Du coup, je programme deux premières expositions à la Cité – en 2009 « Habiter écologique », puis en 2011 « La ville fertile » –, pour en finir avec le combat entre architectes et paysagistes. C'est à ce moment-là que l'on est passé de la logique d'un Grand Paris politique à celle d'un Grand Paris écologique et urbain en phase avec les défis du monde moderne. Et nous assistons à ce moment-là à une révolution des mentalités. (...) Ces expositions ouvraient un chemin que désormais toutes les villes ou presque tentent

de suivre. Et, oui, cette expérience m'a beaucoup inspiré en tant que maire. Elle m'a définitivement convaincu que la défense de la culture doit s'entendre au sens très large. Il faut la voir en grand.

## Chapitre IX

### Relancer le partenariat public-privé

(...) Il faudrait donc repenser l'articulation entre public et privé ?

Oui, et le cas exemplaire de la Fondation du patrimoine peut nous inspirer. À l'origine de celle-ci, l'initiative d'un grand patron, président d'Air Liquide, Édouard de Royère. Cet amoureux de vieilles pierres décide à l'époque de prendre la tête de ce combat difficile : convaincre quelques autres grands chefs d'entreprise français d'apporter 4 millions d'euros au capital d'une nouvelle fondation d'intérêt public. La vocation de cette fondation étant, grâce au revenu de son capital, d'aider à la restauration du petit patrimoine non classé qui fait la richesse de la France. Et là, on assiste à une petite révolution : le gouvernement lui accorde la possibilité de gérer pour le compte de l'État un outil de dégrèvement fiscal directement inspiré du système en vigueur pour les monuments historiques inscrits ou classés. Quand on connaît la résistance ordinaire du ministère du Budget, une telle innovation relève du miracle. Aujourd'hui, non seulement la gestion de ce label est instruite par la Fondation, mais en plus, l'essentiel de ses acteurs sont des bénévoles. Quel modèle ! Évidemment, le processus reste strictement encadré, avec une vérification par l'architecte des bâtiments de France et des services fiscaux, mais nous sommes là devant l'exemple le plus abouti de délégation de l'État à un opérateur privé d'une mission d'intérêt général à vocation culturelle. Grâce à ce dispositif, des propriétaires de bâtiments patrimoniaux non classés peuvent donc déduire de leur impôt sur le revenu le montant des travaux effectués sur les parties visibles de la voie publique. L'autre grand intérêt est que la Fondation du patrimoine abonde, sur son propre budget, les sommes apportées par le particulier afin de permettre la rénovation de sa façade ou de son toit (la Fondation rajoutant un euro quand le particulier met un euro). Grâce à ce dispositif, l'État permet d'assurer une mission de service public à

moindre coût. Un récent rapport de la Cour des comptes a d'ailleurs donné un satisfecit général à la Fondation du patrimoine pour la rigueur de la gestion des labels fiscaux. Celle-ci a l'avantage de la souplesse et de la rapidité dans ses opérations, puisqu'elle n'est pas soumise aux règles complexes de la comptabilité et des marchés publics.

## Chapitre X

### Redéfinir le rôle de l'audiovisuel public

(...) Quels sont ces maux qui rongent l'audiovisuel public depuis tant d'années ? D'abord l'empilement de réformes et de strates qui empêchent de définir une mission claire, précise, et qui découragent les synergies. Autre souci majeur : un déficit quasi structurel inacceptable en temps de crise. Quelques chiffres aident à mesurer l'ampleur du problème. À lui seul, le budget de France Télévisions (2,842 milliards, dont 2,5 milliards de ressources publiques dues principalement à la redevance et 330 millions de recettes de publicité et de parrainage) dépasse l'ensemble des crédits de l'État en faveur de la culture. Si vous ajoutez à cela le budget de Radio France, de l'INA, de France Médias Monde, de TV5 Monde, d'Arte France et les deux chaînes parlementaires, les ressources publiques du secteur audiovisuel s'élèvent à 4,3 milliards d'euros par an. Et il s'agit là d'une tendance de fond : les courbes des budgets de l'audiovisuel et de la culture se sont croisées en 2003. L'une filant vers le haut et l'autre vers le bas. Des choix qui en disent long sur nos priorités. Au-delà des données purement économiques, ces chiffres sont le symbole des dérives progressives d'un ministère qui mobilise de plus en plus son énergie et ses moyens sur la communication, cela au détriment du travail de fond et de sa mission première.

(...) Avec un objectif commun redéfini, de nouvelles synergies, une nouvelle cohérence, on peut espérer des économies suffisantes, car je ne partage pas le point de vue des ultralibéraux pour lesquels, puisque l'on ne voit plus vraiment la différence entre audiovisuel privé et audiovisuel public, mieux vaudrait privatiser France 2, supprimer France 4, France 5, France Ô. Et ne garder au final qu'une chaîne dédiée à l'éducation et à la culture, où l'audience ne serait plus le critère majeur. L'audiovisuel public, même s'il faut le réorganiser, a un rôle trop important à jouer. (...) Lançons donc une réflexion pour

savoir ce qu'il convient de garder ou non, envisageons la création d'une holding. Puis mettons de vrais professionnels à la tête de cette holding pour en finir avec les nominations politiques.

## Conclusion et propositions

Les propositions que j'ai formulées au fil de ces chapitres ne relèvent en aucun cas, bien sûr, du programme électoral. Il faut plutôt les voir comme une sorte d'aide-mémoire à l'intention des élus et citoyens qui, comme moi, jugent crucial que le prochain président remette la culture au centre du débat et de son action. Ces propositions répondent aussi au désir de se montrer constructif. Si ce livre dresse un bilan assez critique de la politique culturelle menée durant le dernier quinquennat, il n'est pas là pour régler les comptes d'hier, mais bien pour nous aider à construire le monde de demain.

D'abord, il faut bien avoir en tête que, malgré ce grand gâchis culturel que nous venons d'exposer, la France conserve encore d'importants atouts, à commencer par l'incroyable vitalité que l'on retrouve partout sur le terrain.

On sent bien vibrer l'amour de ce pays pour la culture, le respect qu'il a encore pour son riche passé, son patrimoine exceptionnel, son réseau d'associations, de compagnies, de festivals, d'écoles d'art, de salles de spectacle, de conservatoires, et sa tradition d'excellence. Après les attentats, chacun a pu constater cette envie de se mobiliser par la culture pour s'unir, se réunir, agir. Même si le mouvement s'effiloche un peu, la France demeure malgré tout l'emblème incontesté de la résistance culturelle dans le monde. Mais il faut qu'elle le reste et ce combat n'est jamais gagné. Aujourd'hui, notre modèle culturel est arrivé à un carrefour, et ce carrefour, nous avons le devoir de ne pas le prendre à contresens. La question n'est pas de savoir s'il faut tourner à droite ou tourner à gauche, mais juste de ne pas le traverser endormis au volant. Du coup, je suis tenté de dire : « Réveillez-vous, amis de la culture de tous bords et de toutes convictions, il est temps d'agir ! » D'où l'urgence d'en revenir aux fondamentaux.

*Finally, comment résumeriez-vous ces fondamentaux, ces propositions, pour remobiliser ce pays et ses élus autour d'une politique culturelle réellement ambitieuse ?*

J'en ai déjà évoqué plusieurs. **La première urgence** consiste à ne pas laisser toutes ces richesses dont nous avons parlé – notre patrimoine, notre langue, notre création artistique, nos conservatoires... – en déshérence, mais au contraire de les valoriser.

**La deuxième** est de retrouver une vision volontariste, en se donnant les moyens de cette priorité, avec un président et un ministre de la Culture sincères, passionnés et vraiment décidés à agir. Quitte à ce qu'ils bousculent un peu Bercy, la bureaucratie et même leur propre majorité.

**La troisième**, c'est de libérer les énergies en renouant avec une authentique décentralisation, pour rendre aux élus comme aux citoyens les moyens d'agir localement et de faire fleurir mille projets.

**La quatrième** urgence consiste, face aux révolutions d'Internet et de la mondialisation, à défendre nos valeurs, nos spécificités et notre originalité culturelle en créant une proposition numérique forte et innovante.

**La cinquième**, c'est sauver l'intermittence, un outil souple qui garantit la liberté d'initiative.

**Sixième urgence** : trouver un bon compromis dans les relations public-privé pour que, sans brader les bijoux de famille, nous trouvions une manière intelligente de préserver, de valoriser nos atouts et notre patrimoine. Enfin il faut à tout prix assurer le bien-être dans nos villes en misant sur l'architecture, la beauté et le développement durable.

« Enseigner, écrivait Montaigne dans ses Essais, ce n'est pas remplir un vase mais allumer un feu. » Il en va de même dans le domaine culturel. Allumer ce feu dans une époque comme la nôtre consiste d'abord à essayer de transformer les dangers qui nous guettent en opportunités. À métamorphoser, le temps d'un concert, d'une lecture ou d'un spectacle, la laideur en beauté, la tristesse en joie, la banalité en curiosité. J'ai écrit ce livre pour que l'on cesse de couper les moyens et les ailes aux milliers de bénévoles, d'artistes, d'élus ou de citoyens de bonne volonté qui cultivent au quotidien ce terreau que je viens d'évoquer. J'ai écrit ce livre pour qu'au plus haut niveau de l'État, nos gouvernants, comme tous ces anonymes, se mobilisent eux aussi pour rallumer au niveau national et international ce feu dont parlait Montaigne. Non avec le briquet de la nostalgie mais les outils de notre modernité. Et le flambeau des valeurs humanistes issues de la Grèce, de la Chrétienté, des Lumières, qui, demain comme hier, devra éclairer notre chemin si nous voulons avancer et non reculer sur la voie de la civilisation.

# Newsletter

Régulièrement, nous enverrons des nouvelles aux abonnés de la newsletter [le-grand-gachis-culturel.com](http://le-grand-gachis-culturel.com) qui contiendra :

- des recommandations de lecture, des actualités du milieu de la culture
- des articles de notre blog, des vidéos, des interviews
- Un résumé des articles que nous avons publiés.

Les membres de cette newsletter forment une communauté, *Amis de la culture, réveillons-nous !* Partageons ensemble la connaissance. Interagissons.

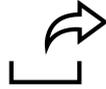
Si vous voulez rejoindre cette liste, écrivez-nous à :

[contact@le-grand-gachis-culturel.com](mailto:contact@le-grand-gachis-culturel.com) en mentionnant “Newsletter” dans l’objet.

Ou rendez-vous simplement sur notre site pour être ajouté à la liste :

[le-grand-gachis-culturel.com/newsletter](http://le-grand-gachis-culturel.com/newsletter).

## Partager cet ebook



Si la lecture de cette courte introduction au *Grand gâchis culturel* vous a plu, n'hésitez pas à partager autour de vous en invitant vos amis à recevoir cet ebook dans leur boîte mail. Pour cela, c'est très simple, partagez ce lien : [le-grand-gachis-culturel.com/livre](http://le-grand-gachis-culturel.com/livre)

## Réseaux sociaux

Pour suivre l'actualité autour du livre et nos réactions sur la culture rendez-vous sur [Facebook](#) et [Twitter](#) !

Sauvons  
la culture!  
#GachisCulturel

## Lire *le grand gâchis culturel*



Vous souhaitez maintenant approfondir nos propositions pour la culture ? Découvrir des initiatives culturelles locales inspirantes ?

*Le grand gâchis culturel* est paru le 23 février 2017 aux éditions Albin Michel. Il est [disponible](#) en livre broché et en ebook.

## Les auteurs



### François de Mazières

De part ma formation, je suis ce qu'on appelle un haut fonctionnaire. J'ai débuté ma carrière dans le corps préfectoral puis au ministère des finances, mais cela ne représente qu'une partie de ma vie. En fait, je n'ai cessé de me passionner et de me battre pour la culture. Elève du Conservatoire, auteur de pièces de théâtre, créateur du Mois Molière de Versailles, j'ai toujours, en tant que citoyen, côtoyé et apprécié les créateurs, les bénévoles, les intermittents. Ancien conseiller culturel à Matignon, président de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine puis député des Yvelines, j'ai œuvré au plus haut niveau de l'Etat pour tenter de sauver les budgets, encourager le mécénat, libérer les énergies. Et défendre la décentralisation culturelle. Comme maire de Versailles, je cultive un terreau fertile pour y faire croître l'art de vivre ensemble, la beauté et le développement durable. Je publie aujourd'hui Le grand gâchis culturel avec Olivier Le Naire pour que les Français et leurs élus n'oublient pas que ces valeurs sont notre première richesse.

### Olivier Le Naire

Longtemps critique littéraire, grand reporter puis rédacteur en chef à L'Express, j'ai choisi, à 56 ans, de vivre et de travailler autrement. Je me concentre désormais sur quelques thématiques qui me tiennent à cœur : l'écologie, la culture et la citoyenneté. Après avoir écrit plusieurs essais (dont un livre-manifeste signé avec Pierre Rabhi, Nicolas Hulot, Frédéric Lenoir, Cynthia Fleury, Abd Al Malik...), j'ai décidé de publier début 2017, en pleine campagne présidentielle, deux nouveaux ouvrages engagés. Le premier, coécrit avec ma fille Clémentine Lebon, s'intitule Le revenu de base, une idée qui pourrait changer nos vies (Actes Sud). Et le second, Le grand gâchis culturel (Albin Michel), coécrit avec François de Mazières. Deux combats qui me semblent urgents et complémentaires si nous voulons enfin reprendre nos destins en main.